

Les langues ivoiriennes face au défi d'intégration et de préservation dans le système médiatique et éducatif : cas du Dioula et du Baoulé

Doté Danielle
Université Félix-Houphouët Boigny de Cocody
dotedanielle@gmail.com

N'Goran Konan Fortuna Arnaud
Université Félix Houphouët Boigny de Cocody
fngoran@gmail.com

Résumé

Les langues ivoiriennes sont essentielles à la transmission du patrimoine culturel et à l'identité nationale. Cependant, elles peinent à s'intégrer dans les systèmes éducatifs et médiatiques officiels. En Côte d'Ivoire, la dominance du français relègue ces parlers à un usage informel, menaçant leur transmission durable. Il est impératif de valoriser des langues comme le baoulé et le dioula. Pour ce faire, l'adoption de politiques linguistiques adaptées est indispensable afin de stimuler la production de contenus pédagogiques et médiatiques.

Mots clés : Langues ivoiriennes, Préservation, Intégration, Médias et Éducation.

Abstract

Ivorian languages are vital for cultural heritage and identity. However, they face preservation and integration challenges in official education and communication. In Côte d'Ivoire, the dominance of French relegates local languages to informal use, hindering their transmission to future generations. It is essential to valorize languages like Baoulé and Dioula. Achieving this requires appropriate linguistic policies to encourage the production of pedagogical and media content. Such institutionalization is key to transforming them into languages of knowledge.

Keywords: Ivorian languages, Preservation, Integration, Media and Education.

Introduction

La diversité linguistique constitue une richesse culturelle et sociale inestimable. Bien plus que de simples moyens de communication, les langues sont le reflet d'identités, d'histoires et de savoirs ancestraux. Cependant, cette diversité est mise à rude épreuve par la marginalisation des langues locales face à la prédominance des langues officielles héritées de la colonisation, en particulier le français en Côte d'Ivoire. Selon les données démologiques de l'Agence Nationale de la Statistique de Côte d'Ivoire (ANStat), le baoulé est la langue la plus parlée avec 4 645 000 locuteurs, soit 19,5% de la population, suivi du malinké (dioula) qui est parlé par 4 217 000 locuteurs, soit 17,7% de la population.

Certes, le baoulé est au niveau national le parler le plus usité. Mais au niveau des activités économiques et des affaires, le dioula surpasse le baoulé. Il est plus prisé par les commerçants en raison de sa compatibilité et de sa proximité avec différents parlers mandingues du nord de la Côte d'Ivoire et de certains pays voisins comme le Mali et le Burkina Faso. D'autre part, G. Dumestre (1971) affirme que c'est la langue la plus importante et la seule parmi les langues nationales à être véhiculée dans tout le pays. En effet, ce parler ne peut être géographiquement délimité sur une carte, car il est parlé sur toute l'étendue du territoire ivoirien. On voit clairement que le dioula connaît une expansion rapide, si bien qu'aujourd'hui, il est utilisé dans certains secteurs d'activités clés du pays, principalement dans le transport et le commerce, ce qui n'est pas le cas pour le baoulé. Ces deux langues illustrent les paradoxes du statut des langues nationales : vitales dans la communication quotidienne, mais peu représentées dans les espaces institutionnels tels que l'école et les médias. Cette situation soulève des questions fondamentales sur la valorisation des langues ivoiriennes et les obstacles à leur reconnaissance. Le français et d'autres langues européennes prédominent dans les espaces de communication internationale, plaçant ainsi les langues africaines en général, et les langues ivoiriennes en particulier, dans une position secondaire.

Par ailleurs, les langues incarnent une diversité culturelle riche, un patrimoine linguistique unique et un vecteur d'identité pour des millions de personnes. Cependant, en ce qui concerne les parlers africains en général, ils sont fréquemment marginalisés dans les sphères officielles, éducatives et médiatiques, tout en subissant la pression des langues dites "*dominantes*".

Dans ce contexte de mondialisation et de domination linguistique du français, la suivie et la valorisation des langues africaines posent un défi majeur aux politiques éducatives et culturelles. En Côte d'Ivoire, l'intégration du dioula et du baoulé dans les sphères institutionnelles demeure expérimentale. Dès lors, la problématique centrale de cet article est la suivante : Comment l'institutionnalisation du dioula et du baoulé dans les médias et système éducatif peut-elle transformer leur statut, passant de simples outils de communication orale à de véritables langues de savoir et de développement ?

De ce problème, on pourrait supposer que l'intégration du dioula et du baoulé dans les systèmes médiatique et éducatif ivoirien pourrait contribuer à leur valorisation et à leur préservation.

Ainsi, l'objectif de cette étude est d'analyser les obstacles structurels ainsi que les enjeux sociopolitiques liés à la préservation et à l'intégration du dioula et du baoulé au sein des sphères

institutionnelles ivoiriennes. Pour répondre à cet objectif général, la recherche s'est articulée autour de trois questions de recherches avec des objectifs opérationnels associés.

La première interrogation s'énonce ainsi : Quelle est la place effective réservée au dioula et au baoulé dans les pratiques pédagogiques et les grilles de programmes des médias nationaux ?

À la lumière de l'objectif général, la seconde s'examine comme suit : quels sont les freins structurels et les pesanteurs idéologiques qui font obstacle à la transition de ces langues d'un usage exclusivement informel vers un statut de « *langues de savoir* » ? L'objectif associé consiste à identifier les barrières institutionnelles, les contraintes techniques ainsi que les représentations sociales qui sous-tendent la marginalisation persistante de ces parlers.

Sous le même angle de notre objectif, la dernière interrogation soulève le problème suivant : Quelles orientations stratégiques permettraient de consolider leur présence dans les cadres officiels ? Elle a pour objectif de formuler des recommandations opérationnelles visant l'intégration pérenne du dioula et du baoulé dans les politiques publiques ivoiriennes.

Cette démarche a permis de démontrer comment les systèmes médiatique et éducatif peuvent constituer des leviers stratégiques pour la valorisation et l'institutionnalisation de ces langues nationales.

1. Cadre méthodologique et théorique

La présente section de notre étude s'articule autour de deux objectifs principaux. Tout d'abord, nous y détaillerons la méthodologie employée pour la collecte des données ayant servi de base à notre travail d'analyse. Ensuite, nous présenterons le cadre théorique sur lequel s'appuie nos interprétations et nos réflexions.

1.1. Cadre méthodologique

Cette recherche a adopté une approche qualitative et descriptive s'appuyant sur un corpus de sources primaires et secondaires. La méthodologie adoptée repose d'abord sur l'examen critique des textes législatifs, notamment la loi n° 77-584 du 18 août 1977, et des rapports de projets pilotes comme ELAN et PEI.

Parallèlement, une observation systématique du paysage audiovisuel a été menée du 1er au 15 octobre 2025, ciblant la RTI et diverses radios communautaires. Les données ainsi collectées ont été soumises à un codage thématique pour confronter les discours institutionnels aux réalités du terrain. Cette rigueur méthodologique a conduit à la stabilisation de bases pour une analyse sociolinguistique critique, visant à

identifier les catégories analytiques essentielles à la compréhension de la marginalisation ou de la valorisation des langues nationales.

1.2. Cadre théorique

La recherche s'articule autour de la sociolinguistique critique. Afin de structurer théoriquement cette discipline, L.-J. Calvet (1999) a théorisé à travers son modèle gravitationnel. Selon lui, les langues mondiales ne sont pas de simples entités isolées ; elles s'organisent en un système structuré. Cette approche est ici développée pour analyser la "*guerre des langues*" entre le français (langue dominante) et les langues nationales, en mettant l'accent sur la planification du statut (reconnaissance) et du corpus (standardisation) de H. Kloss. En complément, la théorie du bilinguisme additif de J. Cummins est mobilisée pour démontrer que l'intégration du baoulé et du dioula à l'école agit comme un levier cognitif facilitant, et non freinant, l'acquisition du français.

La sociolinguistique offre également un cadre pertinent pour analyser les interactions entre langues, société et identités culturelles. Elle permet d'explorer la valorisation linguistique, le plurilinguisme et les représentations sociales attachées aux langues. Des auteurs comme J. Fishman (1991) ont souligné l'importance du lien entre langue et survie culturelle, en étudiant les processus de perte et de revitalisation linguistiques. Toutefois, si la sociolinguistique vise à éclairer les mécanismes d'hierarchisation linguistique, elle permet aussi d'analyser les processus par lesquels les langues locales sont marginalisées au profit des langues officielles. Dans ce cadre, nous étudierons les apports de la politique linguistique, qui a pour rôle d'interroger les choix institutionnels en matière de langues.

H. Kloss distingue la planification du statut (reconnaissance officielle d'une langue) de la planification du corpus (standardisation, élaboration d'outils linguistiques) : cette distinction est utile pour comprendre les enjeux liés à l'intégration des langues africaines dans les sphères formelles. Quant à A. Bamgbose (1991), il insiste sur le rôle de l'État et des institutions dans la valorisation des langues nationales. La distinction entre langue nationale et langue officielle, ainsi que les stratégies de bilinguisme fonctionnel ou de multilinguisme équilibré, sont des éléments clés pour analyser les politiques éducatives et médiatiques.

Par ailleurs, les sciences de l'éducation appréhendent la langue comme vecteur d'apprentissage et instrument d'inclusion ou d'exclusion dans le système scolaire. Des théories comme celles de L. S. Vygotsky (médiation langagière) ou les travaux de J. Cummins (bilinguisme additif et soustractif) permettent d'évaluer les effets de l'usage des langues locales sur les apprentissages. Le concept d'équité linguistique en éducation s'impose pour garantir à tous les apprenants un accès équitable au savoir, en valorisant leur langue maternelle comme moyen d'apprentissage du français

et d'autres langues.

Ce cadre théorique met en exergue les tensions persistantes entre les héritages coloniaux, les affirmations identitaires locales et les impératifs de la modernité éducative. S'inscrivant dans ce prolongement analytique, notre étude s'articule autour de trois axes majeurs. Dans un premier temps, il s'agira de dresser l'état des lieux du statut institutionnel du baoulé et du dioula au sein du système éducatif et du paysage médiatique ivoirien. Dans un deuxième temps, l'analyse s'attachera à identifier les freins structurels et les pesanteurs idéologiques qui entravent leur valorisation. Enfin, nous évaluerons les conséquences de cette exclusion linguistique tout en recensant les initiatives innovantes, afin de formuler des recommandations stratégiques visant une intégration durable de ces langues nationales.

2. Le baoulé et le dioula dans l'éducation et les médias : Obstacles structurels et résistances idéologiques

La loi n° 77-584 du 18 août 1977 portant réforme de l'enseignement en Côte d'Ivoire, et plus précisément son article 68, visait déjà à introduire certaines langues nationales dans l'enseignement en confiant cette mission à l'Institut de linguistique appliquée (ILA) d'Abidjan. Cette tâche impliquait la description et la codification, la rédaction de grammaires et de lexiques, ainsi que l'élaboration de manuels et de productions littéraires pour ces langues. Le baoulé et le dioula faisaient partie des dix langues retenues. Cependant, force est de constater que, depuis lors, les choses traînent et peinent à se concrétiser.

2.1. Statut du dioula et du baoulé dans le système éducatif

Depuis quelques années, la Côte d'Ivoire a entrepris l'expérimentation de l'enseignement bilingue à travers l'introduction de certaines langues nationales dans son système éducatif. Le baoulé et le dioula ont été retenus en raison de leur importance démographique, socioculturelle et communicative. Malgré les initiatives et approches actuelles, le statut du baoulé et du dioula dans le système éducatif ivoirien reste ambigu. Ces langues sont connues dans les textes et fonctionnent pour le moment au niveau du système éducatif sous forme expérimentale dans certaines écoles, mais ne bénéficient pas encore d'une institutionnalisation nationale. Nous avons par exemple des projets pilotes et des approches comme :

- L'initiative de l'École et Langue Nationale en Afrique (ELAN) ;
- Le Projet de l'École Intégrée (PEI) ;
- Le Projet de Développement et d'Éducation en Afrique (PDEA).

Tous ces projets reconnaissent l'importance de l'identité culturelle, de l'accès à l'éducation et de la valorisation des langues nationales. Par conséquent, au niveau du système éducatif ivoirien, ces projets et ces approches n'ont pas atteint leur plénitude, comme c'est le cas du bamanankan au Mali, du pular, du wolof et du sérère au Sénégal. En RDC, nous constatons que quelques langues locales comme le kiswahili, le lingala, le kikongo et le tshiluba sont enseignées dans tout le parcours scolaire. Certains sociolinguistes (S. Makoni, A. Pennycook, 2007) soulignent que les initiatives de revitalisation linguistique qui émergent à travers le continent illustrent cette volonté de préserver et de valoriser les identités linguistiques.

2.2. Statut du dioula et du baoulé dans les médias

Pour parler du statut médiatique du baoulé et du dioula, notre analyse va porter sur trois domaines : la presse écrite, la presse orale et les nouvelles technologies. Notons que les informations dans la presse écrite ne sont pas transmises dans les langues baoulé et dioula, parce qu'il n'existe pas encore de journaux ou même de magazines qui le font.

Cependant, d'un point de vue formel, les médias oraux (radio et télévision) restent exclusivement en français, qui est d'ailleurs la langue officielle. Néanmoins, ces deux langues conservent leur place dans certains médias communautaires ou radios de proximité, qui accordent des plages horaires entre 1 et 2 heures par jour dans la semaine, particulièrement en zones rurales ou dans les programmes d'alphabétisation. Au niveau de la RTI (Radiodiffusion Télévision Ivoirienne), l'émission dénommée « Les Nouvelles du Pays » est la seule qui accorde une plage horaire aux langues locales. En effet, c'est pendant cette émission que les informations en langues locales sont diffusées, mais il n'en reste pas moins que quelques heures ne suffisent pas pour véhiculer parfaitement les informations.

À ceux-ci, il faut ajouter les NTIC, qui demeurent l'outil incontournable dans la communication aujourd'hui. De plus, les médias utilisant les langues locales jouent un rôle important en encourageant la participation des citoyens et en renforçant les liens communautaires (A. Moles, 2017). Toutefois, il est important de noter que les obstacles qui freinent l'essor du baoulé et du dioula dans le système éducatif ivoirien sont d'ordre structurel et idéologique.

2.3. Les obstacles structurels et idéologiques

Les obstacles structurels et idéologiques sont des facteurs clés qui freinent le processus d'intégration des langues locales, comme le baoulé et le dioula dans le système éducatif.

2.3.1. Les obstacles structurels

Les obstacles structurels peuvent se définir à plusieurs niveaux. Par exemple au niveau institutionnel, le français est la langue qui a permis de rédiger la constitution et en plus aucune loi linguistique ne fixe de statut officiel pour les langues locales. L'un des principaux obstacles structurels réside dans l'absence d'une politique linguistique clairement définie et opérationnelle en faveur des langues nationales. Concernant le niveau médiatique, il faut dire que le français domine et s'impose dans la presse, la télévision, la radio nationale et même communautaire. Le niveau technique et financier s'explique par l'absence d'investissement durables, c'est-à-dire les collectivités locales n'ont pas de budget dédié afin de promouvoir les langues nationales, ce qui rend les initiatives dépendantes des ONG et d'aides

2.3.2. Les obstacles idéologiques

Pour parler des obstacles idéologiques, il faut savoir qu'ils peuvent s'expliquer par quatre points focaux, le prestige du français, les représentations négatives des langues locales, les rivalités identitaires et l'héritage du centralisme d'Etat. Les langues concernées ici dans nos recherches, qui sont le dioula et le baoulé, se rivalisent au plan identitaire et politique. Ces rivalités identitaires et politiques créent des dimensions ethno- politiques qui rendent la question linguistique sensible, car promouvoir une langue peut être perçu comme favoriser un groupe et marginaliser un autre, ce qui rend la politique du plurilinguisme difficile à concrétiser.

En effet, l'héritage idéologique du centralisme d'Etat ivoirien a longtemps privilégié une politique linguistique unitaire qui s'est fondée autour du français pour maintenir la cohésion nationale, plutôt que de valoriser les langues locales.

3. Impact de l'exclusion linguistique et propositions d'actions innovantes

La langue constitue un levier stratégique pour la communication, l'inclusion et le progrès social. Bien que la Côte d'Ivoire dispose d'un patrimoine de plus de soixante langues locales d'une grande richesse, les secteurs de l'éducation et des médias restent dominés par le français. Cette hégémonie francophone provoque une mise à l'écart des parlers nationaux, assimilée à une exclusion linguistique. Pour pallier les conséquences de cette marginalisation, il devient impératif de mettre en œuvre des recommandations et des initiatives innovantes.

3.1. Impact de l'exclusion linguistique

Les conséquences de l'exclusion linguistique se manifeste par l'absence des langues nationales dans les institutions clés du pays. En côte d'ivoire, les conséquences d'exclusion du baoulé et du dioula se multiplient au plan éducatif, culturel et identitaire, socio-économique. Au plan éducatif, l'usage exclusif du français à l'école constitue une barrière à la réussite des élèves issus des milieux francophones. Les enfants « baouléphones » et « dioulaphones » entrent à l'école avec un déficit linguistique qui freine leur capacité de compréhension et de participation.

Plusieurs travaux en sociolinguistique ivoirienne démontrent que malgré leur exclusion des programmes officiels, le dioula et le baoulé occupent une place non négligeable dans les pratiques pédagogiques quotidiennes. N. Kouadio (2003) souligne que des enseignants recourent fréquemment aux langues nationales comme langues d'appui informel afin de faciliter la compréhension des consignes et des contenus scolaires, en particulier dans les premières années du primaire. Dans de nombreuses écoles, notamment en milieu rural, le dioula ou le baoulé est utilisé pour reformuler une leçon, expliquer un exercice ou rétablir l'attention des élèves lorsque l'usage exclusif du français constitue un obstacle à l'apprentissage.

Dans la même veine d'idées, M. Ngalasso (2000) montre que l'exclusion des langues africaines de l'école contribue à maintenir une rupture entre univers linguistique familial et univers scolaire. Le baoulé, bien qu'il soit la langue maternelle d'un grand nombre d'élèves n'est ni enseigné ni utilisé comme langue de scolarisation, ce qui limite son potentiel éducatif et renforce la domination symbolique du français. Cette situation confirme les analyses de J. Fishman (1991) selon lesquelles l'absence d'une langue dans les institutions éducatives favorise à long terme son affaiblissement fonctionnel et symbolique.

Dans le domaine médiatique, les travaux de L.J. Calvet (2002), montrent que la présence des médias contribue à renforcer son capital symbolique sur le marché linguistique. En Côte d'Ivoire, le dioula bénéficie d'une visibilité relativement plus importante que le baoulé, notamment à travers les radios de proximité. Selon M. Ouattara (2010), le dioula est fréquemment utilisé dans des émissions d'information, de sensibilisation sanitaire, de débats communautaires et de programmes interactifs, ce qui en fait une langue de communication médiatique accessible à un large public.

En revanche, le baoulé apparaît de manière récurrente dans les programmes à caractère culturel ou traditionnel, tels que les émissions musicales, les contes ou chroniques patrimoniales. Cette

présence médiatique limitée à la sphère culturelle tend à renforcer l'idée selon laquelle le baoulé serait une langue de tradition plutôt qu'une langue apte à véhiculer des savoirs formels ou des contenus éducatifs. Cette situation met en évidence l'analyse de J. Fishman (1991), pour qui une langue cantonnée des fonctions folkloriques court le risque d'une marginalisation progressive dans les sociétés modernes. Les travaux des auteurs cités ci-dessus, montrent que le dioula et le baoulé occupent une place paradoxale dans le système éducatif et les médias ivoiriens, mais fortement présents dans les pratiques réelles qui sont à leur tour faiblement reconnus dans les cadres institutionnels. Pour remédier à cette exclusion linguistique, il faut dès lors prendre des initiatives innovantes.

3.2. Propositions d'actions innovantes

Plusieurs initiatives ont été prises face à cette situation afin de promouvoir les langues nationales dans les domaines éducatif et médiatique. Dans cet élan d'initiatives innovantes, nous pouvons citer le programme Elan -Afrique (OIF) lancé depuis 2019, qui a la vision de l'enseignement bilingue en intégrant, hormis le baoulé et le dioula dix autres langues locales. Dans cette optique d'initiatives, les radios communautaires ont pour rôle de diffuser les émissions en les missions en dioula et baoulé.

A cette initiative s'ajoute les nouvelles techniques de l'informations et de la communication (NTIC), qui ont permis depuis 2024 à intégrer le dioula et le baoulé à Google traduction, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour la création de contenu numériques .Une fois l'innovation numérique pris forme , les acteurs de ces initiatives innovantes ne restent pas en marge ;ce sont des universitaires et des ONG qui œuvrent à la standardisation des alphabets et la production des manuels scolaires .

Afin de capitaliser sur ces initiatives capables de freiner l'exclusion linguistique, il convient désormais d'appliquer rigoureusement une série de recommandations stratégiques.

Pour une inclusion totale de nos langues nationales dans les systèmes éducatifs et médiatiques du pays, il faut alors renforcer les initiatives déjà existantes et envisager des mesures. Premièrement il faut institutionnaliser les langues nationales, afin de les avoir comme moyen d'enseignement et de communication publique. Ensuite institutionnaliser le dioula et le baoulé, c'est former les enseignants à la didactique du bilinguisme, produire des manuels scolaires, soutenir les médias en langues nationales et enfin encourager la recherche et la numérisation en

créant des plateformes numériques éducatives dans les langues locales, ce qui permet de faire une sensibilisation sur les avantages du plurilinguisme et la valeur culturelle des langues nationales.

Conclusion

Les langues africaines en général jouent un rôle essentiel dans la préservation de la diversité culturelle et l'inclusion sociale. Comme dans la plupart des pays, les langues ivoiriennes sont porteuses de traditions, de savoirs ancestraux et d'identités qui enrichissent non seulement les communautés locales, mais aussi un patrimoine mondial.

L'étude démontre que l'intégration du dioula et du baoulé dans le système médiatique et éducatif ivoirien dépasse la simple question culturelle pour devenir un enjeu d'équité pédagogique.

Par ailleurs, les résultats soulignent que sans une institutionnalisation réelle, passant par la formation des enseignants et un soutien financier aux médias locaux, ces langues resteront marginalisées malgré leur vitalité sociale. Les langues ivoiriennes font face à des défis majeurs, notamment la marginalisation, le manque de ressources, les questions de standardisation, les avancées technologiques, ainsi que les attitudes et les politiques linguistiques souvent défavorables. En effet, le français, bien qu'indispensable comme langue d'insertion sociale, ne devrait pas occulter les langues nationales, véritables vecteurs de cohésion et de développement.

La transition vers une "*langue de savoir*" est la condition indispensable à leur préservation durable face à l'hégémonie du français. Les initiatives innovantes observées démontrent qu'une coexistence harmonieuse entre langues locales et langue officielle est possible. L'intégration du baoulé et du dioula dans le système éducatif et médiatique est une étape importante vers une éducation inclusive et un développement culturel durable.

En définitive, la mutation du dioula et du baoulé vers un statut de « *langues de savoir* » est la condition sine qua non de leur pérennité face à l'hégémonie du français.

Les initiatives innovantes identifiées au cours de cette recherche prouvent qu'une coexistence fonctionnelle entre le français et les langues nationales est non seulement possible, mais nécessaire. L'institutionnalisation de ce bilinguisme au sein de l'école et des médias représente ainsi un levier essentiel pour l'avènement d'un système éducatif inclusif et d'un développement socioculturel durable en Côte d'Ivoire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABRAHAM Moles, 1967, *Socio-dynamique de la culture*, Paris, La Haye, Mouton.

BAMGBOSE Ayo, 1991, *Language and the nation, the language question in sub-saharan africa*, Edinburgh university press.

BAMGBOSE Ayo, 2000, *Language and exclusion: the consequences of language policies in Africa*, Edinburgh University press.

CALVET Louis Jean ,1999, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Hachette Littératures.

CALVET Louis Jean ,2002, *Le marché aux langues, les effets linguistiques de la mondialisation*. Paris : CNRS Editions.

DUMESTRE Gérard, 1971, *Les langues de la région lagunaire Abidjan : Atlas linguistique de côte d'ivoire*, Institut de linguistique Appliquée.

FISHMAN Joshua, 1991, *Reversing language shift: theory and practice of assistance to threatened languages*, Clevedon, Multilingual Matters.

KOUADIO N'Guessan, 2003, *The linguistic properties of lexical manipulation and its relevance for Ma'a*, Academia.edu <https://www.academia.edu>

NGALASSO Maurice, 2000, *Chantiers de recherches sociolinguistique urbaines africaines*, Paris, L'Harmattan.

SINFREE Makoni et ALASTAIR Pennycook, 2007, *Disinventing and Reconstituting Languages*, Bristol, Multilingual Matters.

Vygotsky Lev Simonovitch, (1934/1997), *pensée et langage*, Paris, Éditions La Dispute